

Inventaire pour la validation des Projets et Plans d'Actions

Version 2023

PA01 - Chaleur Renouvelable	
Version du document (inventaire)	2.5
Date	07.12.2023

Le Plan d'Action PA1 Chaleur Renouvelable a été mis à jour dans le cadre de l'intégration de la thématique de CO₂. En plus, des nouvelles méthodologies ont été élaborées en 2023 pour calculer les économies de CO₂ (M01 PAC).

La validation a été réalisée dans la période du 06 novembre 2023 au 18 janvier 2024 et est basée sur les exigences et spécifications du Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO₂ et de déchets (version 5, août 2022) et du Manuel de Validation et de Vérification du Standard genevois d'évaluation (version 2023).

Le document analysé principal est la description du plan d'action actualisée (PA, version 2.5 décembre 2023). En outre, d'autres méthodologies (ME01 PAC (économies d'électricité), M01 PAC (économies de CO₂), M02 Solaire thermique & M03 Bois-énergie) ont été utilisées pour vérifier si les méthodes de calcul indiquées dans le PA sont correctes et appropriées. L'analyse s'est réalisée avec l'inventaire et les questions définies dans le Manuel de Validation et de Vérification (version 2023). Les questions relevées lors de la validation ont été envoyées au responsable de projet par écrit. Les réponses écrites et les discussions menées lors de la validation ont permis de clarifier toutes les questions.

L'analyse résulte dans une **opinion favorable** sur le plan d'actions **PA01 - Chaleur Renouvelable** et confirme qu'il est conforme aux exigences et spécifications du programme Standard genevois d'évaluation. Il est à noter que les calculs des réductions des consommations d'électricité et des émissions de CO₂ seront vérifiés lors de la première vérification en 2024.

EBP, étant le Validateur, confirme qu'il est indépendant du responsable du plan d'actions.

Les informations utilisées par EBP durant la validation proviennent du requérant du plan d'actions ou de sources d'informations qui sont jugés fiables par EBP. EBP ne peut pas être tenu responsable pour la précision, l'exactitude, la complétude, l'actualité ou la pertinence des informations utilisées. Par conséquent, EBP rejette toute responsabilité pour des erreurs ainsi que ses conséquences directes ou indirectes liées aux informations soumises, les produits élaborés, les conclusions tirées ainsi que les recommandations formulées.

Zürich, 18 janvier 2024

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Denise Fussen". The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke at the end.

Denise Fussen

A handwritten signature in black ink, appearing to read "P. Hamböck". The signature is cursive and stylized, with a prominent initial "P".

Philipp Hamböck

Partie 1 : Inventaire

1. Formalités		Exact	Pas exact
1.1	La proposition de Projet ou de Plan d'Actions et les documents de référence sont complets et cohérents.	x	
1.2	Le requérant est identifié de manière complète.	x	

2. Conditions-cadres			
2.1	Description technique du Projet ou du PA	Exact	Pas exact
2.1.1	Le ou les types de projet ne correspondent pas à un type de projet exclu.	x	
2.1.2	La technologie utilisée correspond à l'état de la technique actuelle.	x	DCL 1
2.1.3	Le projet n'a pas d'effets secondaires négatifs sur le plan écologique, social ou économique.	x	
2.2	Délimitation par rapport à d'autres instruments et mesures	Exact	Pas exact
2.2.1	Les processus mis en place permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes et ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.	x	
2.3	Postériorité	Exact	Pas exact
2.3.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas déjà mis en œuvre ou si tel est le cas, le Projet ou Plan d'Actions a été annoncé auprès de l'entité coordinatrice avant sa mise en œuvre.	x	
2.4	Durée de Projet ou d'Actions / Période de créditation	Exact	Pas exact
2.4.1	La durée de Projet ou des Actions incluses dans le PA et la période de créditation correspondent au contenu de la méthodologie choisie ou à une valeur admise.	x	DCL 2

3. Détermination des effets			
3.1	Marges de fonctionnement du système et sources des effets	Exact	Pas exact
3.1.1	Les effets sont réalisés sur le territoire du canton de Genève.	x	
3.1.2	Tous les effets directs sont inclus.	x	
3.1.3	Toutes les fuites (effets interactifs) ont été identifiées.	x	
3.2	Méthodologies	Exact	Pas exact

3. Détermination des effets			
3.2.1	La ou les méthodologies utilisées sont cohérentes avec le ou les types de Projet ou d'Actions.	x	
3.3	Effets attendus	Exact	Pas exact
3.3.1	Les effets attendus sont calculés de manière correcte.	x	DCL 3
3.3.2	Dans le cas du cumul des effets sur la première année de mise en œuvre du Projet ou de l'Action, le facteur d'actualisation a été appliqué de manière correcte.	x	
3.4	Comptabilisation des effets	Exact	Pas exact
3.4.1	Les types de comptabilisation des effets générés sont présentés clairement et distinctement.	x	DCL 4
3.4.2	Les effets qui peuvent faire l'objet de certificats négociables et ceux qui donnent droit à des aides financières sont clairement identifiés.	x	

4. Additionnalité			
4.1	Test de l'additionnalité réglementaire et légale	Exact	Pas exact
4.1.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas rendu obligatoire par une loi, un règlement ou tout autre acte législatif.	x	DCL 5
4.1.2	Si 4.1.1 est « Pas exact », le Projet ou Plan d'Actions accélère significativement le déploiement d'obligations réglementaires en vigueur.	x	
4.2	Analyse des barrières	Exact	Pas exact
4.2.1	Le Projet ou le Plan d'Actions répond à au moins l'un des trois types de barrières.	x	
4.2.2	La ou les barrières invoquées sont argumentées de façon plausible et claire.	x	
4.3	Analyse de la pratique courante	Exact	Pas exact
4.3.1	Le projet ne correspond pas à la pratique courante ou permet d'accélérer significativement le déploiement d'une technologie.	x	

5	Aides financières et répartition de leurs effets	Exact	Pas exact
5.1	Les aides financières sont prises en compte dans la démonstration de l'additionnalité.	x	
5.2	La répartition des effets des aides financières est définie de manière correcte et évite une double comptabilité des réductions d'émission.	x	

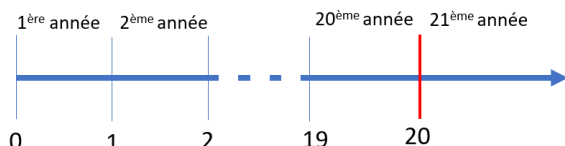
Partie 2 : Liste des questions

DCL 1		Liquidé	x
2.1.2	La technologie utilisée correspond à l'état de la technique actuelle.		
Question			
Chapitre C1b :			
<div><div>1.</div><div>Ces "remplacements anticipés de chauffage fossile" sont-ils également valables pour les villas ? Celles-ci sont explicitement mentionnées dans le scénario de référence, dans lequel le chauffage est composé à 100% d'énergies renouvelables.</div></div> <div><div>2.</div><div>Comment définissez-vous les "remplacements anticipé" et quelle est la durée d'évaluation des réductions ?</div></div>			
Réponse du requérant			
<div><div>1.</div><div>Oui, ces actions sont également valables pour les villas. Le point a été rajouté pour amener plus de clarté dans le PA1.</div></div> <div><div>2.</div><div>Les remplacements anticipés sont les projets où une chaudière (électrique, gaz ou mazout) de moins de 20 ans d'âge est remplacée par un système de chauffage renouvelable. La durée d'évaluation des réductions restes inchangée (20 ans).</div></div>			
Conclusion du validateur			
<div><div>1.</div><div>L'adaptation a été complétée dans le chapitre C1b comme indiqué.</div></div> <div><div>2.</div><div>Les remplacements anticipés comprennent tous les remplacements avant la 20e année de fonctionnement. Ceci est cohérent avec le chapitre C1b et d'autres chapitres de l'AP.</div></div> <div>Le validateur est d'accord avec cette approche. Le DCL peut être fermé.</div>			

DCL 2		Liquidé	x
2.4.1	La durée de Projet ou des Actions incluses dans le PA et la période de créditation correspondent au contenu de la méthodologie choisie ou à une valeur admise.		
Question			
<div>1. Chapitre C1b : Il s'agit également avec le nouveau scénario de référence d'accepter le remplacement des installations de chauffage fossiles de moins de 20 ans ? A-t-il eu des adaptations suite au "nouveau" scénario de référence ?</div> <div>2. Chapitre D1 : Est-ce que cela est ok si un chauffage est remplacé dans l'année 19 ? Veuillez définir ce que signifie un remplacement anticipé ?</div>			

Réponse du requérant

1. Oui, il s'agit précisément accepter le remplacement des installations de chauffage fossiles de moins de 20 ans (remplacées en « anticipation », et non pas pour une raison de « contrainte » externe – fin de vie de la chaudière et obligation légale).
2. L'âge du système de chauffage remplacé est caractérisé par la différence entre son année de remplacement et son année d'installation ; celui-ci se calcul sur une base annuelle (les information « jours et mois » n'étant pas disponibles). Un remplacement de chaufferie est considéré « anticipé » si celui-ci est remplacé avant sa 21^{ème} année.



Ainsi, une pompe à chaleur mise en service en 2023 sera comptabilisée uniquement si la chaudière remplacée avait été installée en 2004 ou après.

Autrement dit, une PAC installée durant l'année X, en remplacement d'une chaudière installée durant l'année Y ne sera comptabilisée que si $X - Y < 20$.

La durée de « 20 ans » est une valeur très conservatrice qui permet d'identifier les installations remplacées de manière anticipées. Dans les faits, d'après nos observations et les données les plus récentes à notre disposition (versement de subvention PAC, de janvier à juin 2023), les installations remplacées le sont, en moyenne, après une durée de vie de 26 ans (voir fichier Excel ci-joint).

Conclusion du validateur

1. Le validateur comprend mieux que dans ce projet, les installations doivent explicitement être remplacées avant d'atteindre les 20 ans de fonctionnement.
2. Le texte complété dans la réponse a été ajouté au chapitre D1. Tout remplacements effectués avant la 21^{ème} année est considéré comme anticipé. La durée de fonctionnement technique moyenne des technologies qui peuvent être utilisées dans cette PA conformément le chapitre C3 est de 20 ans. Il est donc conservatif de faire valoir les réductions d'émissions pour 20 ans.

Le validateur est d'accord avec cette approche. Le DCL peut être fermé.

DCL 3		Liquidé	x
3.3.1	Les effets attendus sont calculés de manière correcte.		
<p>Question</p> <p>Veuillez compléter une explication simple sur la manière dont les 50'000 tCO2 par an ont été déterminées ?</p>			
<p>Réponse du requérant</p> <p>Cette valeur de 50'000tCO2 est une ancienne estimation, établie il y a déjà plusieurs années. N'étant pas en mesure d'expliquer sa source ni les hypothèses associées, cette partie a été retirée du texte.</p>			
<p>Question</p> <p>Le validateur reconnaît que l'estimation du chapitre C4 a été supprimé. Cependant, il est toujours présent dans le chapitre B2. Veuillez le supprimer là aussi.</p>			
<p>Réponse du requérant</p> <p>La partie en question a été retirée. Désolé pour cette inattention.</p>			
<p>Conclusion du validateur</p> <p>L'ancienne estimation de 50'000tCO2/an a été entièrement supprimée du document. Le DCL peut être fermé.</p>			

DCL 4		Liquidé	x
3.4.1	Les types de comptabilisation des effets générés sont présentés clairement et distinctement.		
Question Veuillez compléter "Gaz Vitale" par "Certificats négociables" dans le tableau du chapitre C5 afin que les deux termes soient mentionnés.			
Réponse du requérant L'erreur a été corrigée.			
Conclusion du validateur "Gaz Vitale" a été remplacé par "Certificats négociables". Le validateur est d'accord avec cette approche. Le DCL peut être fermé.			

DCL 5		Liquidé	x
4.1.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas rendu obligatoire par une loi, un règlement ou tout autre acte législatif.		
Question			
Chapitre D1 : Est-ce que la "nouvelle" règle s'applique seulement à partir de 1er septembre 2023 ?			
Réponse du requérant			
Oui.			
Toutes les PAC installées avant le 1 ^{er} septembre 2023 seront comptabilisés selon la méthodologie « ancienne » ; c'est-à-dire sans prendre en considération l'âge de la chaudière remplacée. Ceci se justifie par le fait que les PAC installées jusqu'au 1er septembre 2023 ont été commandés, de manière volontaire, avant le 1er septembre 2022 (faible offre et forte demande, les délais d'installations ont explosés), lorsque aucune obligation réglementaire existait.			
Conclusion du validateur			
Dans le chapitre D1 de PA, il a été précisé que pendant la période transitoire entre le 1er septembre 2022 et le 1er septembre 2023, toutes les PAC étaient comptabilisées, alors que par la suite, seules les PAC pour le remplacement anticipé d'un système de chauffage seront prises en compte. Le validateur est d'accord avec cette approche. C'est cohérent avec le DCL 1 de la M01. Le DCL peut être fermé.			